

## La libération de Paris

Paris a toujours été le cœur de l'État souverain. Occupé par les Allemands depuis le 14 juin 1940, de Gaulle rappelle : « *Paris est, depuis quatre ans, le remords du monde libre.* » Il attend impatiemment l'heure de sa libération depuis que les combats se sont portés sur le sol de France à l'issue de l'opération *Overlord* le 6 juin 1944. « *À peine le front allemand est-il percé en Normandie que la capitale française se retrouve tout à coup au centre de la stratégie et au cœur de la politique*<sup>1</sup>. » Paris « *cœur du pays captif* » a été l'obsession du général de Gaulle et revêt dans la dernière bataille, une importance extrême. L'insurrection et la libération de la capitale résultent de décisions politiques anciennes puis de l'accélération du processus insurrectionnel à l'été 1944 avec, en arrière-plan, le déroulement des opérations alliées sur le sol de France.

Quatre jours après le retour de Pierre Laval à la tête du gouvernement de Vichy, le général de Gaulle s'adresse aux Français le 18 avril 1942 à la radio de Londres : « *Il paraît que parmi les traîtres de Vichy, Hitler a prononcé certaines mutations, nous attendions cette formalité. [...] À ces gens-là comme à l'ennemi, les Français ne doivent rien, excepté de les chasser et, en attendant, de saboter leurs ordres et de haïr leurs figures. La libération nationale ne peut être séparée de l'insurrection nationale. [...] Il est possible qu'Hitler succombe pour s'être cru capable de disposer de la France*<sup>2</sup>. » Dans ce discours fort, de Gaulle est très explicite : le peuple doit participer à sa propre libération. Six semaines après la réalisation de l'union avec Giraud, le 14 juillet 1943 à Alger, il affirme que la souveraineté réside dans le peuple de France tout en affirmant : « *Mais c'est dans l'ordre que les Français entendent traiter leurs affaires et ne point sortir de la guerre pour entrer dans les luttes civiles.* »

L'insurrection et la libération de Paris portent la marque du gouvernement provisoire d'Alger. La maîtrise de la Résistance et de l'insurrection parisienne est au cœur des enjeux. À Alger comme à l'état-major



FFI lors des combats de la libération de Paris (ECPAD).

FFI de Londres, on se méfie des communistes qui occupent des postes-clés au sein des principales instances de la Résistance : au Comité parisien de la libération, au Comité d'action militaire (COMAC) du Conseil national de la Résistance (CNR) qui entend diriger l'action militaire en France, aux Forces françaises de l'Intérieur d'Île-de-France. Si le PC entend jouer un rôle dans la capitale, il a réaffirmé, pour mener la lutte libératrice, sa confiance dans le Comité français de la Libération nationale (CFLN) qui a intégré deux de ses membres, François Billoux et Fernand Grenier. Le 16 juin, le parti a tout lieu d'être satisfait de la décision prise par le gouvernement provisoire qui reconnaît les FFI comme des combattants réguliers au même titre que les FFL. Il demande aux Alliés la reconnaissance du gouvernement. À la mi-août, le général Chaban-Delmas, délégué militaire national, venu à Londres pour réclamer l'envoi des forces alliées sur Paris, écarte toutes craintes concernant les communistes<sup>3</sup>.

Paris est redevenu depuis 1943 capitale de l'État clandestin sous l'égide de Jean Moulin avec la mise en place du CNR, dirigé après sa disparition par Georges Bidault. La libération du territoire converge vers Paris, mais c'est d'Alger qu'un important travail de l'exécutif prépare le retour de la République et la prise du pouvoir. Sans être en contradiction avec son allocution d'avril 1942, de Gaulle prône dès lors une insurrection nationale ordonnée et contrôlée par l'État. C'est

bien le sens des ordonnances d'Alger prévoyant l'organisation des pouvoirs civils et militaires sur le territoire métropolitain au cours de la Libération. Paris a fait l'objet d'une ordonnance spéciale qui maintient son régime administratif singulier et règle son administration municipale et départementale. À la préfecture de la Seine, le résistant de l'intérieur Marcel Flouret (1892-1971) a été désigné le 28 avril 1944 par la Délégation générale en France du CFLN « *pour exercer à titre provisoire les fonctions de préfet du département de la Seine au jour de la Libération du dit département*<sup>4</sup>. » Le 17 juin, de Gaulle a nommé le Français Libre Charles Luizet, attaché militaire à Tanger, qui, dès le 18 juin, a rallié celui qu'il a eu comme instructeur à Saint-Cyr puis fait ses preuves comme préfet de la Corse libérée. Français Libre et résistant de l'intérieur, les deux composantes de la France Combattante sont représentées.

Autre décision d'importance, Alexandre Parodi, conseiller d'État, qui a succédé en avril 1944, après une période d'interims et d'arrestations, au premier délégué général, Jean Moulin, est promu, le 14 août, « *membre du GPRE, commissaire d'État délégué pour les territoires occupés* ». Représentant direct de De Gaulle, il prépare l'installation du gouvernement provisoire dans la capitale. Il devient donc, en août 1944, la plus haute autorité qui doit imposer les décisions à la Résistance.

Sur le plan extérieur, le général de Gaulle entend peser sur les décisions militaires alliées et ne veut pas que la France soit soumise à une administration militaire des territoires occupés par les Américains. En décembre 1943, il insiste auprès du généralissime Eisenhower sur la nécessité d'une participation des forces françaises pour s'emparer de Paris. Pour cette mission politique et militaire délicate, il a choisi le général Leclerc, l'homme de Koufra. Compagnon de la première heure du général de Gaulle, il est l'un des chefs les plus illustres de la France Libre. Sa forte personnalité comme sa témérité et

<sup>1</sup> Charles de Gaulle, Mémoires de guerre, tome 2 : L'Unité 1942-1944, Plon, 1971, p.289 ; cf. à Libérer Paris, août 1944, préface d'Anne Hidalgo et Fred Moore, sous la direction de Christine Levisse-Touzé avec l'assistance de Dominique Veillon, Thomas Fontaine, Vincent Giraudier et Vladimir Trouplin, Ouest France, juin 2014 ; cf. sous sa direction, Paris 1944, Les Enjeux de la Libération, Albin Michel, 1994 (actes du colloque organisé par la Ville de Paris et le Mémorial Leclerc et de la Libération de Paris et le Musée Jean Moulin. Cf. aussi à Roger Bourderon, Henri Rol-Tanguy, Tallandier, réédition 2014 ; Christian Chevandier, La Libération de Paris, les acteurs, les combats, les débats, Hatier, 2013 ; Luc Rudolph, Policiers rebelles, la Résistance au cœur de la Préfecture de police, éditions LBM, 2012.

<sup>2</sup> Charles de Gaulle, Discours et messages, tome 1 : Pendant la guerre 1940-1946, Plon, 1977, pp. 181-182.

<sup>3</sup> Témoignage de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, responsable des relations politiques avec les résistants au Commissariat national à l'Intérieur ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac La France Libre, tome 2, Gallimard, collection Folio histoire, réédition 2014, p. 1260 et suivantes.

<sup>4</sup> Archives de Paris, 1577W2.



son audace sont des garants de la réussite d'une telle mission. La 2<sup>e</sup> division blindée, équipée et instruite par les Américains, a été formée au Maroc à partir de son noyau originel de Français Libres. La division a subi « *le blanchiment* », mesure ségrégationniste imposée par les Américains estimant « *les Noirs inaptes* » à la conduite des blindés. Les unités libres d'origine européenne se regroupent au sein du régiment de marche du Tchad (ex-régiment des tirailleurs sénégalais du Tchad), du 501<sup>e</sup> régiment de chars de combat issu de la Colonne Volante, du 13<sup>e</sup> régiment du génie (ex-compagnie de pionniers) et du 1<sup>er</sup> régiment de marche de spahis marocains (1<sup>er</sup> RMSM) et le 3<sup>e</sup> régiment d'artillerie coloniale<sup>5</sup>. Leclerc a accepté d'adjoindre des unités entières de l'Armée d'Afrique, renforcées par des volontaires d'Afrique du Nord, du Corps franc d'Afrique et 3 000 évadés de France par l'Espagne. À son départ en Angleterre pour parfaire son instruction, la division compte 14 494 hommes et femmes de tous horizons et de toutes convictions (22 nationalités<sup>6</sup>, parmi eux 400 Espagnols, dont une majorité de républicains), 3 603 soldats de l'Empire (Marocains, Algériens, Libano-Syriens). Elle dispose de 5 000 véhicules dont 500 chars *Sherman*. Débarquée à *Utah Beach* le 1<sup>er</sup> août et intégrée au dispositif américain pour la fin des opérations de Normandie, elle est stationnée le 19 août dans la région d'Argentan, attendant les décisions.

Pour les Allemands, la bataille de Normandie, jusqu'à la mi-août, est la priorité, même si Paris est un symbole pour le Führer. Les officiers généraux allemands ont été renouvelés après la tentative du coup d'État contre Hitler, fin juillet 1944. Karl Kitzinger succède à Karl Heinrich von Stulpnagel à la tête du haut commandement militaire allemand (Majestic). Le général von Choltitz est choisi par le Führer pour son efficacité et sa fidélité absolue en remplacement de Boineburg-Lengsfeld à la tête du *Gross Paris* avec la mission de tenir la ville jusqu'au dernier homme. Jusqu'à sa reddition le 25 août, il ne s'en départit pas. Toutes les forces *intra-muros* dans Paris et celles chargées de la défense dans l'anneau défensif en banlieue sont sous sa coupe. Le *Gross Paris* conserve un effectif d'environ 20 000 hommes (une vingtaine

de chars) et demeure le cœur décisionnel de l'occupant. Même si elles comportent beaucoup d'administratifs, elles n'en demeurent pas moins très présentes et menaçantes. Un tract diffusé par von Choltitz met en garde la population et les résistants<sup>7</sup>. À l'été 1944, l'ennemi allemand continue de réprimer, tout à sa logique de déportation : les derniers grands convois partent de Drancy, Pantin et à nouveau Drancy les 31 juillet avec 1 300 Juifs, 15 août avec 2 200 résistants, puis 17 août, Aloïs Brunner emmenant avec lui 51 otages (résistants-juifs, FTPF). Les négociations complexes menées par Raoul Nordling, consul de Suède, représentant d'une puissance neutre, préoccupée par le sort des 10 000 prisonniers politiques, permettent la libération des lieux de détention et de 2 000 prisonniers en échange de prisonniers allemands<sup>8</sup>. Ces démarches ont des limites. L'occupant, aidé par ses auxiliaires zélés français, miliciens et collaborateurs – les gestapos françaises – a recours aux assassinats et aux massacres (35 résistants martyrisés à la Cascade du Bois de Boulogne le 16 août, 11 au Fort de Romainville le 20).

Pour les Américains, qui ont fini par admettre l'autorité du général de Gaulle, les questions stratégiques du moment prirent les questions politiques franco-françaises : la bataille du ravitaillement est cruciale. Atteindre le port d'Anvers est prioritaire car ceux d'Arromanches et de Cherbourg, tout juste remis en état, ne sont pas suffisants pour assurer les livraisons des 30 000 tonnes journalières nécessaires aux 36 divisions en ligne (matériels, essence, nourriture). À la mi-août, la rupture de la poche de Falaise et le débarquement de Provence amènent Eisenhower à concentrer les efforts alliés sur le front unique à l'est de la Seine. Cela nécessite le contournement de Paris à l'ouest et par le sud-est. Les Américains redoutent les combats meurtriers dans Paris si les Allemands s'y accrochent. Enfin, fournir 3 000 tonnes par jour pour nourrir la population civile ajoute à leurs problèmes logistiques.

Quant à Paris, Alexandre Parodi décrit très bien l'atmosphère, début août 1944 : « *La grande espérance née avec le débarquement, puis le sentiment que les forces*

*alliées se rapprochaient chaque jour, que leur arrivée était maintenant imminente, enfin le spectacle quotidien du déménagement des services allemands, avaient créé une fièvre qui grandissait [...]. Je faisais de trop longs trajets à bicyclette à travers Paris pour ne pas éprouver la sensation physique que Paris était mûr pour un grand soulèvement*<sup>9</sup>. » La ville n'est pas résignée. Le 8 juillet, 4 000 policiers en tenue, défilent au cœur de la Cité pour protester contre la mort d'un gardien de la paix tué par des collaborateurs. Le 14 juillet, on dépose des bouquets tricolores sur la tombe du soldat inconnu. On manifeste à Belleville, Maubert, Ivry, Choisy et Vitry. La police est bienveillante. Les cheminots cessent le travail à Villeneuve-Saint-Georges et Noisy-le-Sec, bloquant tout le réseau ferré de la région parisienne. Puis le 10 août, c'est l'appel à la grève générale aux cris de : « *Mort aux boches et aux traîtres ! Les Alliés doivent entrer dans un Paris libéré !* » À l'appel du Comité parisien de Libération présidé par André Tollet, l'action s'amplifie : les policiers le 15 août, puis les fonctionnaires de la Ville, les postiers et les infirmiers le 18 août. Les grèves jouent un rôle mobilisateur en région parisienne et répondent aux consignes du général de Gaulle : « *Ne pas accomplir de travaux utiles pour l'ennemi. Si l'ennemi veut les imposer, faire grève*<sup>10</sup>. » En dépit des ordres du général Koenig, chef des FFI, rapportés de Londres par le délégué militaire national, Jacques Chaban-Delmas, l'insurrection est en marche inéluctablement, comme lui rappelle son supérieur, Alexandre Parodi.

Alors que la bataille de Paris s'engage, le colonel Rol-Tanguy, chef des FFI d'Île-de-France, et son état-major quittent, dans la nuit du 19 au 20 août, les locaux du 9 rue Schoelcher (14<sup>e</sup>), pour leur nouveau PC, sous la place Denfert-Rochereau, dans un abri de défense passive pour le service des eaux doté d'un réseau téléphonique indépendant. Vaste souterrain, il possède plusieurs sorties dans la gare de la ligne de Sceaux et par les Catacombes. L'occupation spontanée plus que décidée de la Préfecture de police le 19 août par 2 000 agents refusant l'injonction allemande de reprendre leur service est le facteur déclencheur de l'insurrection.

<sup>5</sup> La division Leclerc compte 170 hommes (trois d'entre eux chanceliers : général de Boissieu, François Jacob, Fred Moore) et quatre unités compagnons de la Libération : le RMT, le 1<sup>er</sup> RMSM, le 501<sup>e</sup> RCC et le 1<sup>er</sup> groupe du 3<sup>e</sup> RAC.

<sup>6</sup> En l'état actuel des recherches.

<sup>7</sup> Collections du Musée du Général Leclerc de Hauteclouque et de la Libération de Paris et du Musée Jean Moulin (Paris Musées), centre de documentation et de recherche.

<sup>8</sup> Cf. à la thèse de Thomas Fontaine soutenue en 2013 sous la direction de Denis Peschanski, Déporter. Politiques de déportation et répression en France occupée 1940-1944, à paraître chez Perrin et, sous la direction de Christine Levisse-Touzé, op. cit., Libérer Paris, pp. 43-45.

<sup>9</sup> Alexandre Parodi, interview pour le Figaro du 26 août 1964.

<sup>10</sup> Jean-Louis Crémieux-Brilhac, La France Libre, tome 2, Gallimard, collection Folio histoire, réédition 2014, p. 1267.



Rol-Tanguy soutient les policiers. Diffusé peu avant, l'ordre général de mobilisation, tapé par Cécile, sa femme et son agent de liaison, rappelle à chacun sa mission : patrouilles, occupation des bâtiments publics, usines, gares... enfin « ouvrir la voie de Paris aux armées alliées victorieuses et les y accueillir<sup>11</sup> ». Les policiers hissent les couleurs. Des sapeurs-pompiers du groupe de résistance « Sécurité parisienne » leur apportent des armes qui font vite défaut en ce 19 août. Les forces gouvernementales sont placées sous la coupe de Rol-Tanguy qui, depuis le 10 août, a reçu de Charles Tillon le soutien des Francs-tireurs et partisans français (FTPF). C'est donc un commandement militaire unique qui dirige l'insurrection, avec un représentant du COMAC, Maurice Kriegel-Valrimont. Une trêve est négociée par le consul de Suède, Raoul Nordling, auprès de von Choltitz, commandant du *Gross Paris*, d'abord pour la seule Préfecture de police puis à toute la ville. Pour Parodi, Chaban-Delmas, Hamon, c'est le moyen de gagner du temps pour permettre l'arrivée des Alliés. Non respectée, elle est rejetée par Rol et les FFI, comme les membres du COMAC et du CNR, qui dénoncent une mauvaise appréciation du rapport de forces. On y voit une ruse de l'ennemi pour faciliter le repli des forces de Normandie. Elle n'est pas respectée. Du reste, le dimanche 20 août, policiers, résistants, jeunes des Équipes nationales se font ouvrir les portes de l'Hôtel de ville, au nom du gouvernement provisoire (GPRF). Peu après, le nouveau préfet, Marcel Flouret, y fait son entrée et, le 22, le CPL s'y installe.

Durant cette semaine les insurgés sont isolés car les communications avec Londres sont difficiles et les informations connues avec retard. C'est ainsi que la *BBC* annonce la nouvelle prématurée de la libération de Paris le 23 août. Elle n'est plus la seule voix libre : « *La radiodiffusion de la nation française* » de Jean Guignebert, à Paris, s'apprête à couvrir l'événement. Le 20 août, des résistants journalistes occupent, place de la Bourse, les bureaux de l'Office français d'Information du gouvernement de Vichy. Ainsi naît l'Agence Française de Presse<sup>12</sup>, dont les dépêches alimentent la presse résistante qui, hier clandestine, sort ses premiers titres au

grand jour le 21. Distribués par les cyclistes au péril de leur vie, ils sont les premiers signaux de la liberté retrouvée. On élève à la hâte des barricades, dont certaines deviennent de véritables barrages gênant la circulation des Allemands. Ces obstacles et les attaques des FFI les obligent à se retrancher dans leurs réduits. Près de 500 barrages<sup>13</sup> surgissent créant un fort impact psychologique.

À l'état-major FFI, outre les moyens de défense et d'attaque, on organise la surveillance du service d'eau pour prévenir tout empoisonnement du réseau d'eau potable par l'ennemi. Le réseau souterrain des égouts de la ville est utilisé pour tenir les points d'appui et l'envoi d'hommes et de munitions. On surveille les ponts et les canaux. La menace est bien réelle et les lieux minés ont été désa-morcés par les spécialistes de la Préfecture de police lors des combats de la 2<sup>e</sup> DB : les centraux téléphoniques de la rue des Archives (3<sup>e</sup>) et Saint-Amand (15<sup>e</sup>), le Sénat, les ponts de Saint-Cloud, Alexandre III ou Neuilly, le Cercle militaire Saint-Augustin et des itinéraires, ainsi que le fort de Charenton ou le château de Vincennes<sup>14</sup>. L'incendie du Grand Palais par l'ennemi le 23, en représailles à l'attaque par les policiers-FFI d'une colonne allemande, accroît les peurs et laisse à penser aux habitants comme aux résistants que la destruction des monuments historiques est programmée. La traversée d'unités et de chars allemands retraitant de Normandie apparaît menaçante et trompe les résistants. Ils servent aussi à von Choltitz de renforts temporaires avant de gagner le front de l'Est. Des SS simulent une reddition pour mieux obliger les FFI à se découvrir et les abattre.

Quant à Leclerc, son inquiétude grandit le 18 lorsqu'il est informé de l'insurrection. Il est déjà intervenu à plusieurs reprises auprès de Patton pour obtenir l'ordre de libérer Paris. Las d'attendre, alors que sa division a été rattachée à la 1<sup>re</sup> armée du général Hodges et dépend du 5<sup>e</sup> corps d'armée américain du général Gerow, il envoie, le 21, un détachement léger aux ordres du commandant de Guillebon, Français Libre du Tchad, compagnon de Leclerc depuis fin 1940, pour amorcer le mouvement. Sa désobéissance, les émissaires envoyés par la Résistance à l'état-major américain et l'insistance de De Gaulle auprès



Photo (détail) de l'arrivée du général de Gaulle au PC du commandant de la 2<sup>e</sup> DB, gare Montparnasse. À sa droite, on aperçoit Pierre de Chevigné, de dos. À sa gauche se tiennent les généraux Juin et Leclerc ; face à de Gaulle, de profil, le général Chaban (Imperial War Museum).

d'Eisenhower<sup>15</sup> décident celui-ci à ordonner l'envoi de la 2<sup>e</sup> DB et de la 4<sup>e</sup> division d'infanterie américaine du général Barton sur Paris. C'est un sursaut de conscience des Américains qui se sont attachés à bombarder les nœuds de communication en région parisienne. Sauver Paris est le mot d'ordre.

Si la progression de la 2<sup>e</sup> DB est rapide le 23, elle est fortement ralentie le 24, car ses groupements, sur les axes ouest et sud-ouest, s'opposent à de fortes défenses allemandes. Parodi, Chaban-Delmas, Luizet pressent Leclerc et sa division d'entrer dans Paris. Leclerc envoie un *piper-cub* (petit avion de reconnaissance) larguer sur la Préfecture de police un message : « *Tenez-bon, nous arrivons* ».

Le soir, à la Croix de Berny, le général est contrarié car il est sans nouvelles de ses adjoints, bloqués aux portes de la capitale, ne pouvant communiquer entre eux à cause d'un défaut de transmission<sup>16</sup>. À Antony, trépignant et voyant Dronne, un de ses FFL ralliés au Cameroun d'août 1940, disponible, il lui ordonne « *de foncer sur Paris* ». Le capitaine Dronne forme le détachement avec une partie de sa compagnie, « *La Nueve* » à majorité espagnole – trois chars légers, 11 half-tracks aux noms rappelant les batailles des républicains espagnols, *Brunete*, *Guadalajara* –, pour informer de l'entrée le 25 de la 2<sup>e</sup> DB.

<sup>11</sup> AN, 72AJ01, pièce n°13.

<sup>12</sup> Elle devient peu après l'Agence France Presse.

<sup>13</sup> Archives Lucius Grégoire, sapeur-pompier du groupe de résistance « Sécurité parisienne », Musée du Général Leclerc et de la Libération de Paris/Musée Jean Moulin.

<sup>14</sup> Von Choltitz disposait d'un bataillon de pionniers de la Luftwaffe, spécialiste du minage.

<sup>15</sup> Il y a une dizaine d'émissaires envoyés : le premier, Antoine Kergall, chef du 2<sup>e</sup> bureau de Rol, le 14, et le dernier, Cocteau-Gallois, chef d'état-major FFI, le 20 août.

<sup>16</sup> Problème confirmé et souligné par le chancelier Fred Moore (1<sup>er</sup> RMSM), combattant à l'École militaire au sein du sous-groupe Noiret.



L'accueil par Georges Bidault et les résistants à l'Hôtel de ville est triomphal. Le chroniqueur, questionnant le chauffeur de Dronne sur son lieu de naissance, s'entend répondre « à Constantinople ». Dans la soirée, le général Leclerc dicte ses intentions : « *par tous les moyens, rentrer dans Paris par les itinéraires principaux, foncer au cœur de la capitale, prendre les ponts, noyauter la résistance (la réduction de ces îlots venant ensuite), aller droit à VON CHOLTITZ obtenir sa capitulation*<sup>17</sup>. »



Le général Leclerc sur un véhicule blindé lors de la libération de Paris le 25 août 1944 (National Archives).

Le 25 août, précédé par deux Français Libres commandant les GTV et GTD Billotte et Dio, Leclerc entre par la porte d'Orléans au milieu d'une foule enthousiaste avec Chaban-Delmas comme guide jusqu'à son PC, installé par le capitaine de Boissieu, Français Libre<sup>18</sup>, à la gare Montparnasse. Il y est rejoint par le général Gerow, son supérieur américain, et lui expose son plan de bataille. « *Puis flegmatique, [il] se lève et arpente lentement la plateforme* », raconte le chef adjoint de la gare<sup>19</sup> et, s'adressant aux agents : « *J'ai encore des points de résistance [allemands] à réduire ; celui de la Concorde est le plus sérieux. Cela peut demander du temps mais demain la guerre sera finie à Paris* », puis : « *Vous, vous êtes libérés mais ma famille qui est dans la Somme, ne l'est pas encore* ». Il serre quelques mains et dit : « *Les cheminots ont bien travaillé* ». Avec les FFI en accompagnement, la 2<sup>e</sup> DB réduit les défenses allemandes. Il faut l'intervention des chars et de leur puissance de feu précédés de l'infanterie pour venir à bout des défenses ennemies puissantes au Sénat, à la caserne du Prince Eugène place de la République, au Majestic, sur le Champ de Mars et à l'École militaire, dans le quadrilatère Affaires étrangères / Palais Bourbon / jardin des Tuileries / hôtels Crillon et Meurice. Symbole pour symbole ce sont les fantassins du régiment de marche du Tchad qui

investissent le QG de von Choltitz et deux Français Libres évadés de Poméranie par l'URSS, Branet et Billotte, qui supervisent l'assaut et la reddition. La 4<sup>e</sup> division se charge de l'est de la ville, de Notre-Dame à Ménilmontant jusqu'à la mairie du 20<sup>e</sup>.

Von Choltitz, prisonnier, est conduit à la Préfecture de police, à la salle des Billards du préfet de police, où l'attendent Leclerc, Luizet, Chaban-Delmas, Kriegel-Valrimont et Rol-Tanguy pour la signature du texte de la capitulation des troupes allemandes, rédigé par de Guillebon. Puis il est emmené au QG de Leclerc pour concrétiser la reddition par la signature d'une vingtaine d'ordres de cessez-le-feu transmis dans les centres de résistance allemands par les officiers des deux camps. Leclerc, à la demande de Chaban-Delmas et Maurice Kriegel-Valrimont, accepte que Rol-Tanguy signe un des exemplaires de la convention reconnaissant le rôle « *du résistant de l'intérieur* » dans les combats. En tête-à-tête avec von Choltitz, Leclerc l'oblige à prendre des mesures pour ravitailler la population dans l'attente de l'arrivée de l'aide alimentaire alliée. Il est un peu moins de 17 heures lorsque Leclerc, avec Rol, reçoit le chef du gouvernement provisoire dans une ville en ordre, les Allemands s'étant rendus. Il n'y a pas eu de vacance du pouvoir. De Gaulle a pris connaissance de la signature de Rol sur un exemplaire de la convention et, dans un mouvement d'humeur, objecté que c'était contraire à la hiérarchie. Mais il reconnaît le rôle des FFI et félicite Chaban-Delmas et Rol.

Il retrouve son bureau au ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique, qu'il a quitté en juin 1940, œuvrant à la continuité de l'État. La guerre n'étant pas terminée, le président du gouvernement provisoire veut rappeler qu'il est aussi chef suprême des armées. La Préfecture de police est la deuxième étape, puis il se rend à l'Hôtel de ville, où se trouvent les représentants de la Résistance, journalistes et reporters, parmi lesquels la voix de Londres, Maurice Schumann. Après Marrane et Bidault, il prononce son discours historique, discours de chef de gouvernement qui n'a d'investiture à recevoir de personne sinon du peuple souverain<sup>20</sup> : « *Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé mais Paris libéré, Paris libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France.* » À Bidault qui lui demande de proclamer la République, il lui oppose une fin de non-recevoir, car la République n'a jamais

cessé d'exister, et réaffirme l'inconstitutionnalité du gouvernement de Vichy.

C'est un discours de circonstance car, dès le 29, de Gaulle, qui souhaite consolider son autorité et assurer l'ordre, accepte la proposition d'Eisenhower de faire défiler deux divisions américaines pour faire œuvre de démonstration de forces.

Le 26, c'est l'apothéose de l'homme du 18 juin et chef du gouvernement provisoire par la descente triomphale des Champs-Élysées à Notre-Dame qu'il a voulue « *en donnant rendez-vous au peuple* ». C'est un de ces rares moments d'unanimité nationale. L'homme du 18 juin était une voix, il est devenu un visage, c'est un véritable adoubement.

Les combats pour la libération de Paris du 18 au 30 août (date des derniers combats au nord de Paris), ont occasionné près de 1 800 tués (156 hommes de la 2<sup>e</sup> DB, un millier de FFI, dont 177 policiers, et environ 600 civils). Côté allemand, 3 200 hommes ont été tués et 12 800 faits prisonniers. Indéniablement, la bataille de Normandie, en portant un rude coup aux forces allemandes et en les désorganisant, a facilité la libération militaire de la capitale. La libération de Paris par les Parisiens soutenus par la 2<sup>e</sup> DB et les Alliés est un acte historique majeur.

Elle eut partout dans le monde un retentissement considérable par sa charge symbolique. Mais elle est bien internationale par ses acteurs (FFI, division Leclerc, 4<sup>e</sup> DIUS) par ses moyens, sa stratégie comme par la densité des journalistes, reporters, cameramen, et photographes : outre les hommes et femmes de la France Libre, Maurice Schumann, Pierre Bourdan, Élisabeth de Miribel, il y a Lee Miller, Ernest Hemingway, Robert Capa. Dans la libération de la France, elle fait figure d'exception par sa réussite et par la conjonction de la Résistance intérieure et de la Résistance extérieure. Au demeurant, ce n'est pas la fin de la guerre.

Christine Levisse-Touzé

## Notice biographique

Christine Levisse-Touzé est directeur de recherche à Paris 4, directrice du Musée du Général Leclerc et de la Libération de Paris et du Musée Jean Moulin (Paris Musées).

<sup>17</sup> Musée Fonds historique Leclerc : opérations de la 2<sup>e</sup> DB, depuis le jour « J » jusqu'à la prise de Strasbourg, 13 janvier 1945 signé du général Leclerc.

<sup>18</sup> Évadé de Poméranie comme Branet et Billotte, autres officiers de Leclerc.

<sup>19</sup> AN, 72AJ 01, 8920/n°6, rapport de M. Bernard, ingénieur de la SNCF

<sup>20</sup> Jean-Louis Crémieux-Brilhac, op. cit., p. 1282.